SOLIDARITÉ DES FEMMES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL
SOFEDI asbl — Bukavu – Sud-Kivu – RDC
N°02 Muhumba – Commune d'Ibanda · association.ssd@gmail.com · vivimars2004@yahoo.fr
+243 992 542 754 · www.sofedi.org

PROJET D'APPUI SANITAIRE ET PSYCHOSOCIAL AUX FILLES DÉPLACÉES INTERNES, RETOURNÉES ET COMMUNAUTÉS HÔTES DANS LA COMMUNE DE KADUTU, VILLE DE BUKAVU, AU SUD-KIVU (RDC)

Rapport mi-parcours — janvier à mai 2026

A. Sommaire des activités réalisées

1. Introduction

La région Est de la RDC vit déjà sa deuxième année d'occupation et de conflits, et l'urgence humanitaire demeure. Plus de 3 400 000 personnes déplacées internes ont été identifiées, plus de 109 000 familles d'accueil et 35 000 retournées (de janvier à mars 2026, selon les données des acteurs Abris et AME).

Des efforts communs sont déployés pour répondre aux besoins humanitaires des personnes déplacées, et les acteurs locaux apportent leur aide. SOFEDI y participe par l'accompagnement des filles déplacées, dans le cadre du projet « Appui sanitaire et psychosocial aux filles déplacées internes, retournées et communautés hôtes dans la commune de Kadutu, ville de Bukavu, au Sud-Kivu (RDC) ».

Ce rapport présente les activités de mi-parcours, réalisées de janvier à mai 2026. L'exécution a toutefois commencé en mars 2026. Le projet comprend les activités suivantes :

- Identification des filles déplacées, retournées et des familles d'accueil dans la commune de Kadutu ;
- Session d'information et de sensibilisation sur la SSR et les services disponibles, à l'intention des paires éducatrices ;
- Formation des filles déplacées sur leurs droits et sur les VBG ;
- Création et accompagnement de clubs de défense contre les VBG.

Le rapport met en lumière les actions réalisées, les difficultés rencontrées et les activités restantes. Il souligne l'urgence humanitaire de cette initiative, qui allie assistance alimentaire et renforcement des capacités des femmes affectées, dans un contexte où l'accès aux services de base reste limité, et compliqué depuis l'occupation de la ville de Bukavu en février 2025. Cette intervention s'inscrit dans une vision plus large de soutien aux déplacés, où la dignité et la sécurité des bénéficiaires restent au cœur des priorités.

2. Activités prévues de mars à mai 2026

1 Identification des 50 filles déplacées et de 25 familles hôtes, et sélection.

2. Sessions d'information et de sensibilisation sur la santé reproductive et les services disponibles.
3. Formation des filles déplacées sur leurs droits et sur les VBG.
4. Création et accompagnement de clubs de défense contre les VBG.
5. Séances de thérapie de groupe, pour partager les expériences et apprendre des stratégies de gestion du stress et du traumatisme.
6. Suivi et évaluation.

3. Activités réalisées

Activité 1 — Identification et sélection

Cette phase s'est concentrée sur les filles déplacées internes et sur les familles hôtes de la commune de Kadutu. 50 filles et 25 familles d'accueil ont été identifiées dans les sept quartiers de la commune. Nous avons pris contact avec le bourgmestre, qui nous a aidés à rencontrer les chefs de quartier. Ceux-ci nous ont mis en contact avec les filles déplacées et retournées, et nous ont aidés à les identifier. Cette phase s'est déroulée sur deux jours, dans les quartiers de Cimpunda, Mosala, Kasali, Nyamugo, Nkafu, Nyakaliba et Kajangu.

Les 50 filles retenues ont entre 14 et 32 ans. Elles viennent de plusieurs territoires du Sud-Kivu (Kabare, Walungu, Kalehe) et ont un niveau de scolarité très bas, ce qui constituera un défi pour les formations à venir. Les cadres locaux ont aussi signalé, au moment de l'identification, des cas de retournées dans la communauté.

Activité 2 — Session d'information et de sensibilisation sur la SSR, en faveur des paires éducatrices

Lors de l'identification, nous avons constaté que la plupart des filles n'étaient plus scolarisées et que seules quelques-unes détenaient un diplôme d'État (BAC). Nous avons donc adapté les méthodes : modules de formation traduits en swahili, questions-réponses pour faire participer les filles, et évaluations avant et après chaque formation pour mesurer l'assimilation.

La session a commencé par la présentation des participantes, puis celle du projet et de l'agenda. Pendant trois jours, du 19 au 21 mars 2026, de 9h à 15h, 10 « filles soleil » (paires éducatrices) ont été formées sur les notions de base en SSR et sur les services disponibles dans les structures sanitaires partenaires. Les thèmes abordés : la puberté, les grossesses précoces, l'avortement, le cycle menstruel, la contraception, les IST et le VIH/SIDA, les violences basées sur le genre, les mutilations génitales et la toxicomanie.

Activité 3 — Formation des filles déplacées sur leurs droits et sur les VBG

Cette formation s'est déroulée les 23 et 24 avril 2026, en deux groupes de 29 et 21 participantes : de 8h à 12h pour le premier, de 12h30 à 16h30 pour le second.

Nous avons présenté l'équipe de SOFEDI, l'organisation et le partenaire Alternatives, puis les 50 filles bénéficiaires. Nous avons ensuite présenté le projet et rappelé, avec les paires éducatrices, les thèmes de la session d'information, par des

questions-réponses. Le thème central était celui des droits fondamentaux et spécifiques : chaque droit a été énuméré et expliqué de manière claire, puis une discussion ouverte a permis aux bénéficiaires de vérifier leur compréhension. La formation visait à :

- informer sur les violences basées sur le genre (VBG) ;
- renforcer les capacités à se protéger et à demander de l'aide ;
- promouvoir une culture de respect et de protection des droits des filles.

Les différentes formes de violences ont été énumérées et expliquées en détail, ainsi que les mécanismes pour les dénoncer. Des groupes de travail ont été constitués pour proposer une méthode de dénonciation. La formation a permis aux bénéficiaires de connaître leurs droits en toutes circonstances, y compris pendant cette période de guerre et d'insécurité, ainsi que les structures où elles peuvent signaler ces violences et ces atteintes à leurs droits.

Activité 4 — Création et accompagnement des clubs de défense contre les VBG

Cette activité s'est déroulée le samedi 25 avril 2026, avec l'ensemble des groupes formés par les bénéficiaires et, pour chaque groupe, un cadre de base (représentant de chaque quartier). Nous avons remis aux bénéficiaires les outils nécessaires à l'organisation de leurs causeries, ainsi que les modules sur les droits des déplacées, les IST/VIH et les VBG, traduits en swahili. Nous avons assisté aux causeries de certains groupes ce jour-là ; elles ont lieu chaque semaine.

Cette activité nous a permis de constater l'évolution des bénéficiaires, qui transmettent les enseignements de façon fidèle aux modules et aux formations reçues, et qui deviennent des références dans la communauté pour la lutte contre les VBG et la défense des droits fondamentaux et spécifiques des filles, et des déplacées en particulier.

Activité 5 — Suivi et évaluation

Nous rendons visite chaque semaine à chaque groupe de chaque quartier, ainsi qu'aux réunions organisées par les « filles soleil ». Celles-ci reprennent, lors de leurs réunions, les thèmes abordés pendant la session d'information et de formation.

B. Analyse des écarts entre activités prévues et réalisées

- **Activité 1 — identification et sélection** : le nombre prévu a été atteint, avec 50 filles déplacées sélectionnées. Nous en avions identifié 94, et retenu les 50 plus vulnérables, vivant dans la plus grande précarité. Identifier 94 filles pour n'en retenir que 50 peut toutefois présenter un risque, faute de kits de dignité, alors que leur santé mentale est éprouvée par la perte de membres de leur famille lors des affrontements. Pendant la mise en œuvre, trois déplacées sélectionnées étaient retournées dans leur milieu d'origine.

- **Activité 2 — session pour les paires éducatrices** : 10 filles soleil étaient invitées, 13 se sont présentées. Cela témoigne de l'intérêt porté à ces informations, mais la participation tient aussi en partie à la mobilisation.
- **Activité 3 — formation des 50 filles** : les 50 filles ont été réunies en deux groupes. Quatre retournées ont été remplacées par quatre filles identifiées mais non sélectionnées au départ. Le calendrier a été ajusté, car les filles effectuent des travaux ménagers dans leur famille d'accueil et certaines participent à l'économie familiale : deux séances (matin et après-midi) ont été organisées pour que toutes puissent participer.
- **Activités 4 et 6 — clubs de défense et suivi** : sur les sept groupes de défense mis en place, seuls cinq ont reçu un appui matériel pour maintenir leurs réunions hebdomadaires et produire des effets durables sur la vie des filles et de la communauté.

C. Problèmes et difficultés rencontrés, et réajustements nécessaires

- **Sécurité** : l'occupation de la ville de Bukavu ne facilite pas le travail. Elle est à l'origine d'incidents de plus en plus fréquents, comme celui survenu au lieu SOSAM, quartier Nyakaliba. Des rassemblements non autorisés ont porté préjudice aux organisateurs : une autorisation communale est nécessaire. Le contact permanent établi avec les autorités locales lors de l'identification permet de mener les activités sans être inquiété.
- **Problème social** : la majorité des filles sélectionnées ne sont pas scolarisées et doivent participer à l'économie domestique. À long terme, cela peut les exposer à être contraintes de travailler, alors qu'elles n'y consentent pas, qu'elles n'ont pas l'âge requis et qu'elles ne sont pas encore indépendantes.
- **Mobilité et contexte socioculturel** : les groupes de défense sont organisés par quartier et par proximité. Dans les quartiers étendus, les filles peinent à se déplacer. Des sous-groupes ont donc été créés pour que les filles qui habitent plus loin puissent tenir leurs réunions hebdomadaires et adresser un rapport mensuel au groupe de leur quartier.
- **Scolarité** : plusieurs filles ont un niveau de scolarité très bas et éprouvent des difficultés à lire et à écrire, malgré leur motivation à être formées.
- **VBG non dénoncées** : beaucoup de filles disent avoir toujours été victimes de VBG, sans avoir le courage de dénoncer. Nous les avons encouragées à dénoncer leurs agresseurs.
- **Épidémie d'Ebola** : depuis le 15 mai 2026, le gouvernement de la RDC a déclaré le 17e épisode de la maladie à virus Ebola, de souche ougandaise (Bundibugyo). L'épidémie touche trois provinces de l'Est : Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu. Son épicentre se situait dans le territoire de Mungwalu, en Ituri. Selon la mise à jour du 23 juin 2026 : 1 080 cas confirmés, 267 décès (taux de létalité annoncé de 25,5 %), 371 patients hospitalisés ou en isolement et 112 patients guéris. Au Sud-Kivu,

un seul cas a été identifié, dans une seule zone de santé. Les mesures barrières et certaines restrictions qui en découlent gênent le suivi, notamment les déplacements ; la population du Sud-Kivu reste en état de vigilance.

D. Rapport financier

Le premier paiement de l'appui financier au projet, hors rémunération de l'encadrement de la stagiaire, s'élevait à 6 427,01 USD, soit 9 000 CAD.

Les dépenses jusqu'à fin mai 2026 s'élèvent à 8 960,20 CAD, soit 99,55 % du premier paiement reçu et 49,77 % du budget du projet. Elles couvrent les principales activités : identification et sélection des filles et femmes déplacées, sensibilisation sur la SSR et les services disponibles, formation sur les VBG et les droits humains, accompagnement, et organisation en clubs de défense des droits des femmes et des déplacées.

La seule rubrique en dépassement est la formation sur les droits et les VBG : 34 CAD de dépassement sur 2 130 CAD prévus, soit à peine 2 %. La trésorerie du projet s'élève à 40,20 CAD.

L'occupation de Bukavu et la fermeture des succursales bancaires, dont les sièges sont à Kinshasa, ont fait apparaître des services proposant de l'argent liquide, avec des frais pouvant atteindre 4 % du montant retiré. Sur les frais bancaires de 515,19 CAD, plus de 250 CAD correspondent à des commissions de retrait.

E. Activités restantes et budget prévu

- **Activité 5** : séances de thérapie de groupe pour partager les expériences et apprendre des stratégies de gestion du stress et du traumatisme ;
- **Activité 6** : suivi et évaluation des activités ;
- **Activité 7** : activités artistiques, sport et loisirs, formation professionnelle et visites de soutien ;
- **Activité 8** : formation des familles d'accueil sur la santé reproductive et le soutien psychosocial ;
- **Activité 9** : groupes de soutien pour les familles d'accueil.

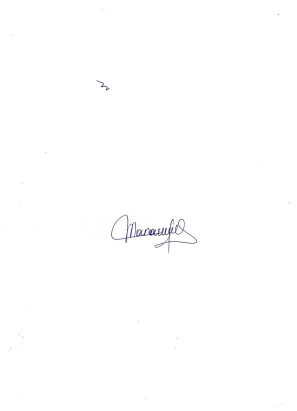
Le budget prévu pour ces activités s'élève à environ 3 530 CAD, hors rémunération du personnel, frais indirects et équipement à acquérir.

F. Questions importantes pour la réalisation du projet

Deux questions se posent à ce stade pour renforcer l'impact humanitaire du projet, comme dans toute intervention de ce type :

- l'autonomisation des filles et femmes déplacées bénéficiaires, notamment par la formation ;
- la question du retour dans leurs milieux d'origine.

Le 25/06/2026



Viviane Sebahire
Coordinatrice